

Réunion publique du NPA Grenoble Isère encore interdite :



L'État d'Israël assassine de nouveau, l'État français complice instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme pour empêcher la solidarité avec le peuple palestinien de s'exprimer !

Grenoble, le 7 décembre 2023

Alors que devait se tenir ce mercredi 6 décembre la réunion publique du NPA Grenoble Isère intitulée "Israël assassin, impérialistes complices", la préfecture a de nouveau pris un arrêté d'interdiction à son encontre, notifié cette fois directement par les forces de l'ordre et seulement 10 minutes avant le début de la réunion. Cette annonce de dernière minute empêche l'exercice des recours légaux - dont le référé liberté qui a permis de casser nombre d'interdictions de manifester en solidarité avec la Palestine - et représente un pas supplémentaire dans la restriction des libertés politiques. Mais surtout cette interdiction montre une poursuite de la politique répressive du gouvernement à l'encontre des expressions de solidarité avec la Palestine. Nous dénonçons cette interdiction et continuerons de dénoncer le massacre du peuple palestinien.

En effet depuis la fin de la trêve vendredi 1er décembre, la reprise de l'offensive israélienne a causé la mort de plus de 2000 palestinien•ne•s supplémentaire, portant au-delà des 16 000 décès le bilan du massacre depuis le 7 octobre. Les cibles de ce massacre - au sein duquel les enfants représentent près de la moitié des tué•e•s - sont délibérément choisies par l'État israélien comme le montrent les enquêtes du Guardian et de +972 dans lesquelles d'ex-officiers israéliens comparent ces attaques à une "usine d'assassinats de masse". Loin d'être aveugles ces frappes ciblent l'ensemble de la population palestinienne.

C'est un nettoyage ethnique qui est mené par Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes qui, après avoir apporté pendant des semaines leur soutien inconditionnel à la guerre menée par Israël, ont aujourd'hui l'hypocrisie de "regretter la reprise des attaques" comme le déclarait Macron samedi dernier. Dans le même temps lui et son gouvernement continuent d'instrumentaliser la lutte contre l'antisémitisme pour criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien et empêcher la dénonciation de cette guerre. Cette instrumentalisation permet au gouvernement de camoufler sa responsabilité dans la perpétration de ce massacre.

L'interdiction répétée de notre réunion publique à Grenoble n'est qu'une facette de la politique de plus en plus répressive de l'État français. De la même manière que le soutien du gouvernement au nettoyage ethnique en cours à Gaza donne des ailes à l'extrême-droite pour s'attaquer aux immigrés en France ; la mise en place de nouvelles restrictions au droit de manifester et de se réunir aura des conséquences durables sur les possibilités d'expression politique, mais aussi syndicale et associative. Nous continuerons à contester ces interdictions scandaleuses et attaquerons la décision de la préfecture pour excès de pouvoir. Mais la meilleure manière d'empêcher le recul des droits à exprimer sa solidarité avec les travailleurs du monde entier sera de s'attacher à construire un mouvement d'ensemble contre la guerre menée par Israël et les grandes puissances en Palestine, mais aussi contre les attaques menées par ces mêmes grandes puissances à l'encontre du niveau de vie et des conditions de travail des salarié•e•s.

Contact : npa.grenobleisere@gmail.com